

## Je soussigné(e)

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Reconnais, pour le produit et/ou instrument financier ci-après indiqué :

- SCPI : .....
- FCPI : .....
- FIP : .....
- Autre (à préciser) : .....

Soit  avoir acquis ce produit et/ou instrument financier en l'absence de tout démarchage bancaire ou financier tel que défini à l'article L. 341-1 du CMF\*.

Soit  avoir été démarché au sens de l'article L. 341-1 du CMF\* et qu'à cet égard, M .....  
enregistré auprès de la Banque de France sous le n° [.....],  
exerçant à (adresse professionnelle) .....  
agissant au nom et pour le compte de la société .....  
elle-même enregistrée auprès de la Banque de France sous le n° [.....] et mandatée, pour la  
commercialisation du produit ci-dessus coché, par la société :  
.....

- après s'être enquis de ma situation financière, de mon expérience, de mes objectifs en matière de placement ou de financement, m'a proposé l'acquisition du produit et/ou instrument financier ci-dessus indiqué ;
- m'a communiqué par écrit sur support papier, les documents d'information particuliers, relatifs à ce produit et/ou instrument financier requis par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, à savoir :
  - Pour les SCPI : les statuts, la note d'information en cours de validité visée par l'AMF, le bulletin de souscription, le dernier rapport annuel et le dernier bulletin trimestriel.
  - Pour le FCPI : le bulletin de souscription, la notice d'information et m'a informé(e) que le règlement agréé par l'AMF est à ma disposition sur simple demande de ma part.
  - Pour le FIP : le bulletin de souscription, la notice d'information et m'a informé(e) que le règlement agréé par l'AMF est à ma disposition sur simple demande de ma part.
- m'a communiqué, d'une manière claire et compréhensible, les informations utiles pour prendre ma décision et en particulier, les conditions, avantages, inconvénients et risques associés au produit de l'offre contractuelle, notamment financières et les modalités selon lesquelles pourrait être conclu le contrat relatif au produit et/ou instrument financier ci-dessus énoncé (lieu et date de signature, etc.) ;
- m'a également informé(e) :
  - de l'absence de droit de rétractation prévu à l'article L. 341-16 I et II du CMF ;
  - en cas de démarchage physique à mon domicile, sur mon lieu de travail ou dans un lieu non destiné à la commercialisation de ce produit et/ou instrument financier, de l'existence à mon profit d'un délai de réflexion (institué par l'article L. 341-16 IV du CMF), commençant à courir le lendemain de la signature du présent document pour expirer 48 heures après, délai éventuellement prorogé s'il expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, jusqu'au premier jour ouvrable suivant. **Avant l'expiration de ce délai de 48 heures, le démarcheur ne peut recueillir ni ordres, ni fonds** de ma part en vue de la fourniture de services de réception-transmission et exécution d'ordres pour le compte de tiers ou d'instruments financiers.

La signature du bulletin de souscription ou de l'ordre d'achat, ainsi que le versement des fonds y afférent, ne peuvent intervenir que quarante-huit heures minimum à compter du lendemain de la signature du présent récépissé selon les modalités ci-dessus précisées.

Fait à ....., le .....

Signature de l'acquéreur :

\*Art. L. 341-1 du CMF : "Constitue un acte de démarchage bancaire ou financier toute prise de contact non sollicitée, par quelque moyen que ce soit, avec une personne physique ou une personne morale déterminée, en vue d'obtenir, de sa part, un accord sur :  
La réalisation par une des personnes mentionnées au 1° de l'art. L. 341-3 d'une opération sur un des instruments financiers énumérés à l'art. L. 211-1 ;  
...Constitue également un acte de démarchage bancaire ou financier, quelle que soit la personne à l'initiative de la démarche, le fait de se rendre physiquement au domicile des personnes, sur leur lieu de travail ou dans les lieux non destinés à la commercialisation de produits, instruments et services financiers, en vue des mêmes fins..."



# Diadème Patrimoine III



FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITE  
ARTICLE L. 214-41-1 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER - AGREMENT AMF du 23 décembre 2010 - Code ISIN : FR0010978205

Société de Gestion : UFG-Siparex - 27, rue Marbeuf - 75008 Paris. N° d'agrément : GP 04 032  
Dépositaire : BNP Paribas Securities Services - 3, rue d'Antin - 75002 Paris  
Commercialisateur : UFG-LFP France - 173, bd Haussmann - 75008 Paris. N° d'agrément CECEI : 18673 X

## Bulletin de souscription

Je soussigné(e)  M.  Mme  Mlle  M. et Mme N° de client : ■■■■■■

<b>Souscripteur :</b>	<b>Co-souscripteur :</b>
Nom .....	Nom .....
Prénom(s) .....	Prénom(s) .....
Nom de jeune fille .....	Nom de jeune fille .....
Né(e) le ..... / ..... / ..... à ..... Dépt .....	Né(e) le ..... / ..... / ..... à ..... Dépt .....
Profession .....	Profession .....
Adresse .....	C. P. ....
Ville .....	Tél. personnel .....
Tél. professionnel .....	E-mail .....

Déclare avoir rempli un test d'adéquation produit et reçu et pris connaissance de la notice d'information relative au FIP Diadème Patrimoine III et adhérer au règlement dont les principales dispositions sont résumées dans la notice et souscrire irrévocablement comme indiqué ci-dessous :

Nombre de parts A <small>(nombre entier minimum de 10)</small>	Valeur de la part <small>(droits d'entrée de 5% compris)</small> <b>2%</b>	Montant du versement <small>(arrondi au centime d'euro supérieur)</small>
■■■■ X	105,00 euros	= ..... euros

**Pour le client direct :** Je joins un chèque à l'ordre de Diadème Patrimoine III d'un montant total (en toutes lettres) de : ..... euros.

**Pour le client intermédié :**  
Je joins un chèque à l'ordre de Diadème Patrimoine III d'un montant total (en toutes lettres) de : ..... euros.

**Mes parts sont à livrer** (cocher la case correspondante)  
 au Dépositaire, BNP Paribas Securities Services  
 sur mon compte titres, dont voici les références (**joindre un RIT**):  
Code banque ■■■■■■ Code guichet ■■■■■■ Numéro de compte ■■■■■■ clé RIT ■■■■

**Pour le client bancaire :** Mes parts sont à livrer sur mon compte titres, dont voici les références (**joindre un RIT**):  
Code banque ■■■■■■ Code guichet ■■■■■■ Numéro de compte ■■■■■■ clé RIT ■■■■

Je procède au règlement d'un montant total (en toutes lettres) de : ..... euros,  
 par prélèvement par ma banque sur le compte espèces associé **ou**  par chèque à l'ordre de Diadème Patrimoine III  
(cocher la case correspondante)

Le bulletin est valable sous réserve de l'encaissement de la souscription et dans la limite des parts A disponibles.  
La propriété des parts est constatée par l'inscription dans un registre tenu à cet effet par le Dépositaire, BNP Paribas Securities Services. Cette inscription donnera lieu à la délivrance d'une attestation fiscale nominative relative à la souscription émise par le Dépositaire.  
**Déclare, afin de bénéficier des avantages fiscaux spécifiques aux FIP prévus pour les personnes physiques dans le Code général des impôts aux articles 199 terdecies-0 A, 150-0 A III 1° et 163 quinquies B :**  
• **m'engager à conserver les parts A souscrites jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription et à réinvestir immédiatement dans le Fonds la totalité des sommes ou valeurs réparties pendant la même période, lesquelles demeureront indisponibles jusqu'au terme de cette période ;**  
• **avoir pris note que le bénéfice des exonérations et avantages fiscaux est également conditionné par le respect des deux conditions suivantes :**  
- être fiscalement domicilié en France ;  
- ne pas détenir avec les membres de mon groupe familial, directement ou indirectement, plus de 10 % des parts A du FIP Diadème Patrimoine III à aucun moment, ni détenir ou avoir détenu à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du FIP plus de 25 % des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif du FIP.

Le FIP Diadème Patrimoine III n'est pas éligible au PEA.

**AROBAS FINANCE**  
55, rue Sainte Anne  
75002 PARIS  
Tél. : 01-77-39-00-15

Enregistrement Banque de France  
2053405413VB  
Code origine : 6080

Fait à .....  
le ..... en quatre exemplaires, dont un a été remis au souscripteur.

**Signature(s) du ou des souscripteur(s) précédée(s) de la mention manuscrite "Lu et approuvé"**

Attention : la validité de la présente souscription est subordonnée à la fourniture de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport) du ou des souscripteur(s), d'une copie d'un justificatif de domicile (quittance de loyer, facture EDF/GDF/France Telecom), du récépissé stipulant le cadre dans lequel s'est déroulée cette opération (démarchage financier), d'un RIT (client bancaire et, le cas échéant, intermédié) et du test d'adéquation produit (client direct).

Le règlement du FIP Diadème Patrimoine III ainsi que le dernier rapport annuel et la composition de l'actif sont disponibles par voie postale ou électronique sur simple demande écrite à UFG-LFP France.

**IMPORTANT :** Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et notamment si le versement est effectué par un tiers différent du souscripteur, il convient de joindre au présent bulletin, le formulaire de demande de renseignements disponible sur simple demande auprès de UFG-LFP France.

Les informations contenues dans le présent document feront l'objet d'un traitement informatisé. Conformément à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes sur le compte desquelles sont enregistrées lesdites informations auront la faculté d'exercer un droit d'accès et de rectification dudit fichier en s'adressant au Dépositaire de Diadème Patrimoine III.

Elles pourront être utilisées à des fins de prospection. Si vous ne le souhaitez pas, cochez la case ci-contre

Elles sont susceptibles d'être transmises à des tiers à des fins également de prospection commerciale, si vous ne le souhaitez pas cochez la case ci-contre

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent en vous adressant au Dépositaire de Diadème Patrimoine III.

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> exemplaires Société de Gestion, 3<sup>e</sup> exemplaire Conseiller, 4<sup>e</sup> exemplaire Souscripteur  
L'original de ce document est à retourner à UFG-LFP France - 173, bd Haussmann - 75008 Paris

# Diadème Patrimoine III

FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITE

ARTICLE L. 214-41-1 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER - AGREMENT AMF du 23 décembre 2010 - Code ISIN : FR0010978205

**Société de Gestion :** UFG-Siparex - 27, rue Marbeuf - 75008 Paris. N° d'agrément : GP 04 032

**Dépositaire :** BNP Paribas Securities Services - 3, rue d'Antin - 75002 Paris

**Commercialisateur :** UFG-LFP France - 173, bd Haussmann - 75008 Paris. N° d'agrément CECEI : 18673 X

## AVERTISSEMENT

L'Autorité des marchés financiers (AMF) attire votre attention sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 7 ans minimum prorogeable 3 fois un an sur décision de la société de gestion soit 10 ans maximum (sauf en cas de déblocage anticipé prévu dans le règlement). Le fonds d'investissement de proximité, catégorie de fonds commun de placement à risques, est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds d'investissement de proximité décrits à la rubrique "profil de risque" de la notice d'information.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des dispositifs fiscaux présentés par la société de gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détiendrez et de votre situation individuelle.

Au 31 décembre 2010, la situation des FIP précédents gérés par UFG-Siparex relative au quota d'investissements éligibles est la suivante :

Année de création	Nom des fonds	Pourcentage de l'actif éligible au quota de 60 %	Date limite d'atteinte du quota
2007	Diadème Proximité I	69,80 %	31 décembre 2009
2008	Diadème Proximité II	60,85 %	31 décembre 2010
2008	Diadème Entreprises et Patrimoines	41,62 %	30 avril 2011
2009	Diadème Proximité III	34,21 %	31 juillet 2011
2010	Diadème Patrimoine Flexible	12,12 %	01 juin 2012

# COMMENT SOUSCRIRE ?

[123fcpi.com](http://123fcpi.com) et [123fip.com](http://123fip.com)

## PIECES A JOINDRE POUR TOUTE SOUSCRIPTION de FCPI et FIP

**AROBAS FINANCE**  
**FCPI/FIP**  
**55, rue Sainte Anne**  
**75002 PARIS**

### Un exemplaire original complété et signé du bulletin de souscription

- Modifié des frais d'entrées : exemple 102€ pour 1 part à 100 € avec 2% des frais d'entrée
- Le bulletin de souscription doit être signé avec la mention « lu et approuvé » (*certaines promoteurs demandent une formulation manuscrite en plus*)

**N'oubliez pas de garder une copie en votre possession**

### Le récépissé de démarchage financier relatif au délai de réflexion

- Celui-ci est en général contenu dans la première partie du bulletin de souscription.

### Votre règlement par chèque

- Libellé à l'ordre du nom du FCPI ou FIP avec les droits d'entrée inclus.
- L'ordre est indiqué sur les bulletins de souscription, **n'établissez jamais votre chèque à notre ordre**
- Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le chèque doit provenir du compte du souscripteur (**chèque de société interdit !**)

### Un justificatif d'identité en cours de validité de chaque signataire

- Une copie de votre carte nationale d'identité (recto/verso)  
ou
- les quatre premières pages de votre passeport

### Une copie d'un justificatif de domicile de moins de trois mois au nom de chaque signataire

- quittance de loyer
- facture de gaz, d'électricité ou de téléphone fixe, **pas de facture de téléphone portable**

### La fiche de renseignement « mieux vous connaître » : Cette fiche de renseignements s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L. 533-4 du Code monétaire et financier et des articles 321-46 et 411-53 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. **Elle est couverte par le secret professionnel** (article L.511-33 du Code monétaire et financier) et est destinée à la seule information du commercialisateur et de la société de gestion du fonds.

Cette fiche a pour objectif de vérifier l'adéquation de votre investissement avec votre expérience, vos besoins, vos objectifs et votre situation patrimoniale. Elle doit être mise à jour tous les deux ans.

### Un relevé d'identité bancaire de votre compte titres : Uniquement, si vous optez pour la livraison des parts sur votre compte titres. Nous vous conseillons de laisser les titres au nominatif pur chez le dépositaire du fonds puisqu'il n'y a pas de droits de garde, ce qui ne sera sans doute pas le cas dans votre banque habituelle.

### L'intégralité des documents légaux suivants au regard de la réglementation AMF

- **La première page du document d'entrée en relation** (Document complet sur [http://www.arobasfinance.fr/images/maj\\_pdf/arobasfinance\\_document\\_dentree\\_en\\_relation.pdf](http://www.arobasfinance.fr/images/maj_pdf/arobasfinance_document_dentree_en_relation.pdf))
- **le mandat de recherche de défiscalisation** (signature(s) de tous les souscripteurs et mention manuscrite).
- **la convention de réception / transmission d'ordres** (signature(s) de tous les souscripteurs et mention manuscrite).
- **la lettre de mission** (signature(s) de tous les souscripteurs et mention manuscrite).
- **le compte-rendu de mission** (signature(s) de tous les souscripteurs et mention manuscrite).

Nous vous accusons réception de votre souscription par courrier électronique, pour cela, pensez à renseigner votre adresse e-mail.

Sincèrement,

Nicolas BAZINET

Besoin d'une information, d'un conseil : nous vous répondons au 01 77 39 00 15 ou par mail [info@arobasfinance.fr](mailto:info@arobasfinance.fr)

AROBAS FINANCE S.A.R.L. au capital de 139 656 euros, RCS Paris B 424 317 162 – Code APE : 7022Z  
Société de Conseils en gestion de patrimoine et Société de courtage d'assurances enregistré à l'ORIAS ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) sous le numéro : (07 029 469). Statut de Conseiller en Investissements Financiers (CIF) référencé sous le numéro (E001265) par l'ANACOFI-CIF ([www.anacofi.asso.fr](http://www.anacofi.asso.fr)) association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)). **Activité de démarchage bancaire et financier** : société enregistrée sous le numéro : 2053405413VB ([www.demarcheurs-financiers.fr](http://www.demarcheurs-financiers.fr)) conformément à l'article L341-6 alinéa4 et L341-12 du Code Monétaire et Financier. **Activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce** : carte professionnelle numéro T12062 délivrée à Paris et portant la mention selon laquelle la société s'est engagée à ne recevoir aucun fonds. **Garantie Financière et Responsabilité Civile Professionnelle** n° 114 231 743 de la compagnie MMA-COVEA Risks, sise au 19,21 allée de l'Europe, 92 616 CLICHY Cedex. **Loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** : en application de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 la société Arobas Finance a déclaré auprès de la CNIL sa détention d'informations collectées : récépissé n° 1265621 ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

55, rue Sainte Anne - 75002 PARIS

Téléphone : 01 77 39 00 15 – fax : 01 40 26 94 02 Email : [info@arobasfinance.com](mailto:info@arobasfinance.com) – [www.arobasfinance.com](http://www.arobasfinance.com)

Conseils en Gestion de Patrimoine Indépendants  
Conseils en Investissements Financiers

## Documents d'entrée en relation

*Document conforme à la réglementation AMF*

La présente fiche est un élément essentiel de la relation entre le client et son conseiller. Elle résume toutes les informations légales qu'Arobas Finance doit communiquer au client dès le début de la mise en relation, ainsi que les informations importantes liées à son activité.

**Face à vous...**

**... un professionnel qui s'engage.**

Après votre lecture, merci de bien vouloir signer ci-dessous.

NOM :

Prénom :

Date :

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »)

# Mieux vous connaître

Cette fiche de renseignement est obligatoire. Elle est établie dans le cadre des dispositions de l'article L.533-4 du Code Monétaire et Financier. Elle nous permet de mieux vous connaître et de répondre du mieux possible à vos besoins, vos objectifs et votre situation financière. **Elle est couverte par le secret professionnel** (article L. 511-33 du Code monétaire et financier) et vos réponses sont destinées à la seule information d'Arobas Finance et/ou de la société de gestion. Nous vous remercions de bien vouloir remplir le questionnaire ci-dessous et de le signer.

## IDENTIFICATION

Monsieur  Madame  Mademoiselle

Nom : .....  
 Nom de jeune Fille : .....  
 Nb d'enfants rattachés au foyer : .....  
 Prénoms : .....  
 Tel : ..... Mobile : .....  
 Date & lieu de naissance : .....  
 Email confidentiel : .....  
 Adresse : .....  
 Code Postal : Ville : .....  
 Pays (si différent de France) : .....

Vous êtes :  
 Célibataire  Marié(e)  Divorcé(e)  Pacsé(e)  
 Veuf/Veuve  Concubin  
 Salarié  Prof. Libérale  Chef d'entreprise  Artisan .....  
 Retraité  Étudiant  Autre : .....  
Profession : .....  
Résident :  Français  Autre : .....  
Votre régime matrimonial :  Communauté réduite  Universelle  
 Séparation de bien  Participation aux acquêts

Êtes-vous une personne politiquement exposée :  Oui  Non (choisir l'un ou l'autre)  
 Êtes-vous un client professionnel :  Oui  Non (choisir l'un ou l'autre)  
 Êtes-vous un client averti :  Oui  Non (choisir l'un ou l'autre)  
 Connaissances financières  mauvaises  bonne  très bonne

## SITUATION PATRIMONIALE

**Votre situation vous permet-elle d'épargner une partie de vos revenus ?**  Oui  Non

Revenu annuel imposable : ..... €  
 Revenus fonciers : ..... €  
 Impôt sur le revenu : ..... €  
Profil boursier :  
 Prudent  Défensif  Équilibré  Dynamique  Offensif  
 Êtes-vous à l'ISF ?  Oui  Non, si oui montant : ..... €  
 Utilisez-vous le Bouclier Fiscal ?  Oui  Non

Votre situation patrimoniale : ..... €  
 Dont immobilier : ..... %  
 Dont résidence principale : ..... %  
 Dont portefeuille titres : ..... %  
 Dont assurance vie : ..... %  
 Dont liquidités : ..... %

**Quelle est l'origine des fonds que vous souhaitez investir ?**

Épargne  Succession/Donation  Vente bien immobilier  Cession entreprise  Autres : .....

## OBJECTIFS PATRIMONIAUX

### Objectifs d'investissements

Retraite/prévoyance  Défisicalisation  
 Revenus de capital  Construction d'un patrimoine  
 Résidence secondaire  Projet professionnel  
 Spéculation  Diversification de votre portefeuille  
 Autres : .....

### Horizon d'investissement

En contre partie de l'avantage fiscal attaché à la souscription de parts du fonds, vous acceptez de conserver les parts pendant toute la durée de vie du fonds (hors cas légaux)  
 Oui  Non (Réponse obligatoire)

## EXPERIENCE EN MATIERE D'INVESTISSEMENT

Avez-vous déjà réalisé des placements financiers avec un conseiller ?  Oui  Non  
 Déléguez-vous la gestion de votre portefeuille de valeurs mobilières ?  Oui  Non

Quels instruments entrent dans la composition de votre portefeuille de valeurs mobilières :

Actions cotées  Actions non cotées  OPCVM actions  OPCVM obligataires  OPCVM monétaires  FCPI  FIP  FCPR agréé  
 FCPR allégé  Eurolist  Alternext  Marché Libre  Marchés étrangers  
 Autres : .....

**Quel(s) est (sont) l'(les) élément(s) qui vous a(ont) conduit à souscrire des ..... pour optimiser votre IR et/ou ISF ?**

Réduction fiscale lors de la souscription  Exonération fiscale lors du rachat  Connaissance du produit pour en avoir  
 Attrait pour l'innovation  Diversification  Autres : .....

**Mesure de la tolérance au risque** : En contrepartie de l'avantage fiscal attaché à la souscription du produit, vous acceptez de prendre un risque élevé sur le capital investi et d'une non liquidité :  Oui  Non (non est une réponse incompatible avec l'investissement)

**Quel(s) est (sont) l'(les) élément(s) qui vous a(ont) conduit à souscrire des SCPI de rendement ou de l'immobilier en direct ?**

Rendement  Revenus complémentaires  Retraite  Intérêt fiscal  Diversification  Autres : .....

Arobas finance décline toute responsabilité en cas de dépassement du plafond global des niches fiscales qui entrainerait une perte des réductions fiscales acquises et décline également toute responsabilité en cas de dépassement des plafonds légaux de souscription et l'éligibilité liée.

Je certifie avoir pris connaissance des notices d'information/Prospectus des produits souscrits (y compris l'avertissement de l'AMF). Je reconnais avoir obtenu les informations nécessaires pour souscrire en connaissance de cause. Je reconnais que les informations ci-dessus sont exactes et sincères.

Fait à ..... le ... / ... / .....

# Lettre de mission

Signature du souscripteur : **à retourner signée**

## Spéciale dispositifs de réduction d'IR et/ou ISF

Vous avez souhaité nous consulter en qualité d'intermédiaire en placement financiers pour réaliser un investissement vous permettant de réduire votre Impôt sur le Revenu (FCPI / FIP, Sofica, SCPI fiscales, Scellier, Girardin industriel...) et/ou votre Impôt de Solidarité sur la Fortune (FCPI / FIP, nue-propriété, GFV, GF...). Ce document a pour but de préciser les contours et les modalités de notre intervention conformément à la réglementation en vigueur (article 335-1 du règlement général de l'AMF).

Vous reconnaissez également avoir reçu un exemplaire et pris connaissance du Document d'Entrée en Relation présentant le cabinet (conformément à l'article 335-3 du règlement général de l'AMF).

### **Votre situation**

Le questionnaire MIF « Mieux vous connaître » joint à cette lettre de mission a pour objet de connaître plus en détail votre situation personnelle et patrimoniale. Au vu de votre situation nous pouvons vous catégoriser comme client non professionnel.

Vous déclarez être client professionnel.

### **Votre horizon d'investissement pour cette opération**

En fonction des dispositifs qui répondront au mieux à votre situation et à vos objectifs, les horizons de placement seront plus ou moins longs, mais il convient de respecter les délais fiscaux impartis afin de conserver les avantages fiscaux obtenus. Les délais sont renseignés sur les documents de souscriptions de nos partenaires mais également sur nos différents sites (sites étant mis à jour régulièrement).

### **Vos objectifs fiscaux**

Vous souhaitez réduire le montant de votre impôt dû au titre des revenus N, payable en N+1.

Vous souhaitez réduire le montant de votre Impôt de Solidarité sur la Fortune, payable en N.

### **Notre intervention**

Nous sélectionnons une gamme de produits de différents partenaires, et nous fournissons toutes les informations utiles concernant ces placements, lors de la souscription et durant toute la durée de votre placement. Nous sommes à votre disposition pour répondre à toutes vos questions techniques concernant les produits qui ont retenus votre attention et vous expliquer leur fonctionnement, fiscalité, avantages et inconvénients. Notre intervention sera donc orale ou écrite et interviendra également par le biais de nos sites et de nos différentes communications.

*Spécificités FCPI / FIP : chaque année, nous mettons deux fonds en avant, sélectionnés sur des critères de niveau de marchés, de pourcentage de PME, d'efficacité de la fiscalité, et également en rapport à nos sélections précédentes. Nous recommandons de souscrire des sommes plus faibles, mais régulières et de changer régulièrement de sociétés de gestion afin de diversifier les investissements.*

Vous souhaitez choisir seul vos produits

### **Accord des parties**

Le(s) client(s) certifie(nt) sur l'honneur que les informations fournies sont sincères, actuelles et conformes à la réalité.

Date :

Le(s) Client(s) (nom et prénom) :

(Signature précédée de la mention « bon pour accord »)

### **Calendrier**

- 1- Vous signez la présente lettre de mission.
- 2- Vous signez notre compte rendu de mission.
- 3- En fonction de vos besoins, nous vous répondrons par téléphone, mail, courrier ou rendez-vous (si vous le souhaitez), ceci afin de valider la bonne compréhension du ou des produit(s), et également pour vérifier l'adéquation de votre souscription avec votre patrimoine et vos objectifs.
- 4- Vous souscrivez aux produits que vous avez retenus.

### **Confidentialité**

Tous les documents et éléments qui nous sont transmis sont traités avec la plus extrême confidentialité. Le cabinet et son personnel sont soumis au secret professionnel. Les droits d'accès et de rectification des ces informations peuvent être exercés par courrier au 55 rue Sainte Anne, 75002 PARIS.

### **Rémunération**

Cette mission n'est pas rémunérée au titre de ces opérations d'investissement. Mais en cas de souscriptions et d'investissements, les droits d'entrée déduction faite de la part acquise à la société et/ou frais de gestions qui sont au maximum de 1.50% prélevés par les gestionnaires des différents dispositifs et seront en partie rétrocédés à notre cabinet en qualité d'intermédiaire et assureront notre rémunération. Nous négocierons toujours des droits d'entrée inférieurs au maximum. Notre rémunération est accessible sur simple demande auprès de nos services.

*Spécificités : SOFICA, Girardin, SCPI, Immobilier, GF, GFV,... aucune rémunération sur frais de gestion mais une commission payé par la société allant jusqu'à 2.50% pour les SOFICA et au maximum de 6.50% sur les SCPI ou 10% sur l'immobilier en direct.*

### **Responsabilité / litige**

La présente mission implique une obligation de moyens et non une obligation de résultats. Si malgré les soins apportés à notre mission, un litige venait à opposer les parties, celles-ci s'engagent à rechercher un arrangement amiable. Les Clients du cabinet adresseront leurs réclamations éventuelles à Arobas Finance, 55, rue Sainte Anne, 75002 PARIS.

### **Durée**

La présente lettre de mission est établie pour une durée de un an à compter de la signature du client, et se prorogera par tacite reconduction jusqu'à dénonciation de l'une ou l'autre des parties.

Pour le cabinet Arobas Finance  
Nicolas BAZINET

## Spéciale dispositifs de réduction d'IR et/ou ISF

Vous avez souhaité nous consulter en qualité d'intermédiaire en placement financiers et en particulier en tant que conseil en investissements financiers pour réaliser un investissement vous permettant de réduire votre Impôt sur le Revenu (FCPI / FIP, Sofica, Scellier, Girardin industriel...) et/ou votre Impôt de Solidarité sur la Fortune (FCPI / FIP, nue-propriété, GFV, GF...). Nous vous remercions de votre confiance.

Ce compte rendu de mission a pour but de préciser les contours et les modalités de notre intervention conformément à la réglementation en vigueur (article 335-1 du règlement général de l'AMF).

### **Votre situation**

Le questionnaire MIF « Mieux vous connaître » joint à cette lettre de mission a pour objet de connaître plus en détail votre situation personnelle et patrimoniale. Au vu de votre situation nous pouvons vous catégoriser comme client non professionnel.

Vous déclarez être client professionnel.

### **Rappel de vos objectifs fiscaux**

Vous souhaitez réduire le montant de votre impôt dû au titre des revenus N, payable en N+1.

Vous souhaitez réduire le montant de votre Impôt de Solidarité sur la Fortune, payable en N.

### **Nos recommandations**

Pour répondre à vos objectifs et à vos souhaits, il nous semble opportun d'investir pour votre IR dans :

FCPI / FIP     SOFICA     Scellier     Girardin Industriel     Autres

Pour répondre à vos objectifs et à vos souhaits, il nous semble opportun d'investir pour votre ISF dans :

FCPI / FIP     Nue-propriété     GFV     GF     Autres

Nous sélectionnons une gamme de produits de différents partenaires, et nous fournissons toutes les informations utiles concernant ces placements, lors de la souscription et durant toute la durée de votre placement. Nous sommes à votre disposition pour répondre à toutes vos questions techniques concernant les produits qui ont retenus votre attention et pour vous expliquer leur fonctionnement, fiscalité, avantages et inconvénients. Notre intervention sera donc orale ou écrite et interviendra également par le biais de nos sites et de nos différentes communications.

Pour l'ensemble de ces produits, et du montage correspondant vous reconnaissez :

- avoir été correctement informé(e) grâce à nos mails, conversations téléphonique, rendez-vous, nos sites internet et par nos lettre d'information,
- avoir vérifié(e) que cet investissement, et l'avantage qu'il procure, est bien adapté à votre situation fiscale particulière,
- avoir été informé(e) que votre investissement s'exerce dans un domaine de nature aléatoire, qu'il s'agit donc d'un placement à risque et que la rentabilité de cette opération financière pour le souscripteur est fortement basée sur l'économie d'impôt à laquelle l'investissement donne droit,
- avoir été informé(e) de la durée d'immobilisation de l'investissement et que les possibilités pratiques de cession seront limitées en absence de marché secondaire et du fait de l'absence d'avantage fiscal pour un acheteur de second rang,
- avoir eu communication des supports papier des documents d'information particuliers relatif à cet investissement,

### **Accord des parties**

Le(s) client(s) certifie(nt) sur l'honneur que les informations fournies sont sincères, actuelles et conformes à la réalité.

Date :

Le(s) Client(s) (nom et prénom) :

(Signature précédée de la mention « bon pour accord »)

- avoir eu une information claire et compréhensible les informations utiles pour prendre votre décision et, en particulier, les conditions de l'offre et des modalités de souscription.

### **Calendrier**

5- Vous avez signé la lettre de mission

6- Vous acceptez notre compte rendu de mission.

7- Nous vous proposons une liste de produits disponibles sur nos sites.

Vous  choisissez seul votre produit ou vous nous faite confiance sur notre sélection.

### **Confidentialité**

Tous les documents et éléments qui nous sont transmis sont traités avec la plus extrême confidentialité. Le cabinet et son personnel sont soumis au secret professionnel. Les droits d'accès et de rectification des ces informations peuvent être exercés par courrier au 55 rue Sainte Anne, 75002 PARIS.

### **Rémunération**

Ce compte rendu de mission n'est pas rémunéré au titre de ces opérations d'investissement. Mais en cas de souscriptions et d'investissements, les droits d'entrée, déduction faite de la part acquise à la société et/ou frais de gestions, qui est au maximum de 1.50%, prélevés par les gestionnaires des différents dispositifs seront en partie rétrocédés à notre cabinet en qualité d'intermédiaire et assureront notre rémunération. Nous négocierons toujours des droits d'entrée inférieurs au maximum. Notre rémunération est accessible sur simple demande auprès de nos services.

*Spécificités : SOFICA, Girardin, SCPI, Immobilier, GF, GFV,... aucune rémunération sur frais de gestion mais une commission payé par la société allant jusqu'à 2.50% pour les SOFICA et au maximum de 6.50% sur les SCPI ou 10% sur l'immobilier en direct.*

### **Responsabilité / litige**

La présente mission implique une obligation de moyens et non une obligation de résultats. Si malgré les soins apportés à notre mission, un litige venait à opposer les parties, celles-ci s'engagent à rechercher un arrangement amiable. Les Clients du cabinet adresseront leurs réclamations éventuelles à Arobas Finance, 55, rue Sainte Anne, 75002 PARIS.

### **Durée**

Le présent compte rendu de mission est établie pour une durée de un an à compter de la signature du client, et se prorogera par tacite reconduction jusqu'à dénonciation de l'une ou l'autre des parties.

Pour le cabinet Arobas Finance  
Nicolas BAZINET



# Convention de réception-transmission d'ordres (RTO) sur OPC dont les OPCVM et sur souscriptions de FCPR / SCPI / parts de sociétés

Entre le(s) soussigné(s),

Nom(s) .....

Domicilié (s) .....

et agissant (conjointement) comme Client (s), désigne (désignons) :

**AROBAS FINANCE**, Société de transmission d'ordres de Bourse et Conseiller en Investissement Financier sous le numéro E001265 et membre de l'association ANACOFI-CIF. Société à Responsabilité Limitée au capital de 139 656€ dont le siège social est situé au 55, rue Sainte Anne – 75002 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 424 317 162, représentée par :

Nicolas Bazinet en sa qualité de Gérant majoritaire.

comme Conseil aux fins d'assurer la gestion des titres déposés sur le compte sus-désigné :

## Préambule et objet de la présente convention

Arobas Finance, en tant que CIF sous le numéro E001265 et membre de l'association ANACOFI-CIF, est habilité à exercer une prestation de réception transmission d'ordres portant sur des parts ou actions d'OPC et sur la souscription de parts de FCPR, SCPI ou parts de sociétés, dans les conditions et limites légales et réglementaires.

La présente convention est passée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par l'article 325-13 du Règlement Général de l'AMF. Le Client reste libre et autonome dans la gestion personnelle de son portefeuille. Le Conseil ne réalise aucun acte de gestion pour le compte du client ou pour compte de tiers. Le Client déclare connaître les règles de fonctionnement des marchés sur lesquels il peut opérer aux termes de la présente convention et fera son affaire du suivi des éventuelles modifications apportées aux règles de fonctionnement.

## Article 1 : Objet de la convention

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Conseil pourra fournir au Client la prestation de réception-transmission sur ordre(s) et/ou sur souscription(s). Cette prestation s'inscrit dans le prolongement de l'activité de conseil. Ainsi, par la présente convention, le Client accepte d'autoriser le Conseil à réceptionner et transmettre son/ses ordre(s) et/ou son/ses dossier(s) de souscription afin que celui-ci/ceux-ci soit(ent) traité(s) en bonne et due forme par la Société de Gestion.

Le Client s'engage à informer le Conseil de tout évènement susceptible d'altérer sa capacité à apprécier les caractéristiques des opérations dont il demande la réalisation, ainsi que les risques particuliers que ces opérations peuvent comporter.

## Article 2 : Réception des ordres et prise en charge des souscriptions

### 2-1 Réception des souscriptions.

A la suite de la prestation de conseil, le Client pourra adresser sa/ses souscription(s), uniquement par courrier ou dépôt en mains propres, au Conseil en suivant la procédure de souscription fournie par le Conseil, et en vérifiant que les pièces à joindre sont complètes.

Votre souscription sera prise en charge par nos services si et seulement si le dossier est complet et il vous sera accusé réception sous deux jours ouvrés de sa prise en compte en vous informant des documents manquants ou non et des problèmes liés à votre souscription. Elle sera traitée en suivant notre procédure de traitement : horodatage, traitement des éventuelles erreurs, vérification de la concordance client, copie et scannage.

### 2-2 Réception des ordres d'OPCVM.

Titulaire(s) du ou des compte(s) :

N° : \_\_\_\_\_

Chez le Dépositaire \_\_\_\_\_

A la suite de la prestation de conseil, le Client pourra adresser ses ordres au Conseil par écrit en usant exclusivement des moyens

suivants : remise en mains propres, lettre simple, télécopie, courriel auquel sera joint l'ordre scanné ou téléphone.

Le Client reconnaît avoir été informé que le Conseil est soumis à l'obligation professionnelle d'enregistrement des ordres passés par téléphone. Le Client autorise expressément ces enregistrements.

Chaque ordre donné par le Client devra comporter : son identité, son numéro de compte, la nature de l'opération souhaitée (achat et/ou vente), la désignation de l'OPCVM sur laquelle porte l'ordre et son code ISIN, le nombre de parts ou actions d'OPVCM sur lequel porte l'ordre, la signature du Client.

Le Client s'engage à avertir par téléphone le Conseil avant toute transmission d'ordre.

Les ordres seront réceptionnés aux horaires d'ouverture habituels du cabinet. En dehors de ces horaires, les ordres seront instruits le 1<sup>er</sup> jour ouvré suivant la réception de l'ordre.

Pendant la période de congés du Conseil, le Client pourra adresser ses ordres directement auprès des établissements teneur de compte.

Lorsque l'ordre est adressé au Conseil par lettre simple, par télécopie ou par courriel, le Conseil en accuse réception, selon tout procédé de son choix dans un délai d'un jour ouvré suivant sa réception.

Le Conseil se réserve la possibilité de demander au Client confirmation de l'ordre émis, par tout moyen avant sa transmission à l'établissement teneur de compte en vue de son exécution. La demande de confirmation devra intervenir un jour ouvré après la réception de l'ordre. A défaut de confirmation par le Client lorsque celle-ci est exigée par le Conseil, l'ordre est réputé abandonné.

Le Conseil horodatera l'ordre dès sa réception ou sa confirmation par le Client lorsque celle-ci est requise par le Conseil. L'horodatage matérialise la prise en charge de l'ordre.

Toutes les formes d'enregistrements résultant des moyens de communication utilisés entre les parties, et notamment les enregistrements téléphoniques et informatiques, ainsi que l'horodatage réalisé par le Client, sont admises comme moyens de preuve.

## Article 3 : Transmission des souscriptions

### 3-1 Réception des souscriptions.

A réception de la souscription émise par le Client, et dans la mesure où le dossier est complet, le Conseil transmettra le dossier à la Société de Gestion en question, en fonction des termes de l'ordre (dates, erreur(s) constatées(s)...).

Le Client déclare expressément accepter ce délai de transmission et déclare prendre en compte les délais postaux de façon à respecter les limites de souscriptions imposées par les sociétés de gestion.

### 3-2 Réception des ordres d'OPCVM.

A réception de l'ordre émis par le Client ou de sa confirmation lorsque celle-ci est requise par le Conseil, et en tout état de cause dans les 48 heures ouvrées de cette réception ou de cette confirmation, le Conseil transmettra l'ordre à l'établissement teneur de compte du Client.

Le Client déclare expressément accepter ce délai de transmission et en faire son affaire au regard des conditions pratiquées par les Intermédiaires sur les titres sur lesquels il intervient et notamment en

ce qui concerne les heures applicables pour la passation des ordres et leurs conditions de validité.

Le Conseil ne peut être tenu responsable d'aucune faute ou manquement commis par l'établissement dans l'accomplissement de sa mission, de sorte que sa responsabilité ne saurait être recherchée à ce titre.

Le Client est expressément informé que la transmission de l'ordre ne préjuge pas de son exécution. L'ordre n'est exécuté que : si les conditions de marché le permettent, s'il satisfait à toutes les conditions légales, réglementaires et contractuelles applicables.

Si l'ordre n'a pas pu être exécuté, le Conseil en informera son client dans les meilleurs délais, par courrier, télécopie, courriel ou téléphone. L'ordre qui n'a pu être exécuté sera annulé. Il appartiendra au client d'émettre un nouvel ordre.

#### **Article 4 : Information du client sur l'ordre exécuté**

Il est rappelé que l'établissement teneur de compte transmettra au Client un avis d'opéré confirmant l'exécution ou non de l'ordre passé, conformément aux termes et conditions de la convention de compte titres conclue entre le Client et cet établissement.

En cas de contestation relative aux conditions de réception ou de transmission d'un ordre, la contestation, formulée par écrit et motivée, doit être adressée au Conseil dans le délai de huit (8) jours suivant la réception de l'avis d'opéré par le Client.

A défaut de contestation dans les formes et délais impartis, le Conseil sera réputé avoir dûment exécuté sa mission aux termes des présentes.

#### **Article 5 : Obligations du Conseil**

Le Conseil agit conformément aux usages de la profession et dans le respect des lois et règlements en vigueur. Le Conseil s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution de la présente convention.

Il ne pourra être tenu pour responsable d'aucune perte ou manquement dans l'accomplissement de ses obligations ayant pour cause la survenance d'un cas de force majeure ou résultant d'un manquement des établissements prestataires.

Notamment, il ne pourra être tenu d'aucune conséquence pouvant résulter d'une rupture dans les moyens de transmission des ordres utilisés.

#### **Article 6 : Rémunération**

##### **6-1 Réception des souscriptions.**

Le Client ne supportera aucune facturation supplémentaire pour le service de réception-transmission de sa/ses souscription(s) effectué par le Conseil, tel que défini par les présentes.

**Cas particulier des SCPI et d'autres produits :** Certains produits n'ont pas de frais d'entrée et les sociétés de gestion rémunèrent au maximum 7% sur le montant de la souscription.

##### **6-2 Réception des ordres d'OPCVM.**

Le Client ne supportera aucune facturation supplémentaire pour le service de réception-transmission d'ordres effectué par le Conseil, tel que défini par les présentes.

Le Conseil peut recevoir directement du dépositaire une rémunération proportionnelle aux frais de transaction facturés et uniquement s'il existe une convention entre le conseil et le dépositaire avec un maximum de 100% de droits d'entrés.

Le Conseil peut également recevoir de la société de gestion des OPCVM ou du dépositaire, une commission de gestion proportionnelle à l'encours. Cette commission dépend de la nature des OPCVM concernés avec un maximum de 1.50%.

Le Client reconnaît avoir été informé des conditions générales et du tarif des commissions et frais en vigueur de ces dépositaires, au moment de la signature du présent contrat.

Le Client est informé ou reconnaît avoir été informé des conditions générales et du tarif des commissions et frais en vigueur dans la société dépositaire des comptes, au moment de la signature du présent contrat. Une copie des conditions générales et de la tarification pratiquée par le dépositaire est annexée au présent contrat si le conseil à une convention avec le dépositaire.

#### **Article 8 : Fin de la convention**

La convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être résiliée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception par le Client ou par le Conseil avec un préavis de huit (8) jours à compter de la réception de ladite lettre.

#### **Article 9 : Droit applicable**

La présente convention est soumise au droit français. En cas de litige, seul le tribunal du siège du Conseil sera compétent.

#### **Article 10 : Accès à l'information**

Dans le cadre du respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Client est informé et accepte que tous documents et informations le concernant seront portés à la connaissance du Conseil. De même le Client autorise le conseil à recueillir directement auprès des dépositaires toute information qui lui paraîtrait utile dans le cadre de sa mission de conseil pour l'allocation des actifs de son portefeuille.

Fait à : \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

(en 2 exemplaires, pour le Client, pour le Conseil)

Le Client a pris connaissance que le présent contrat ne constitue en aucun cas un mandat de gestion conformément à l'article 1.

**Le client** « Bon pour accord, Lu et Approuvé ».

**Le Conseil** « Bon pour Acceptation »



## MANDAT DE RECHERCHE « Défisicalisation »

Entre les soussignés :

Monsieur / Madame / Mademoiselle (rayer les mentions inutiles)

Demeurant

Agissant en qualité d'investisseur éventuel  
Ci-après dénommé(s) le Mandant, d'un part

Et

AROBAS FINANCE, 55 rue Sainte Anne, 75002 PARIS, société représentée par Monsieur Nicolas BAZINET,  
agissant en sa qualité de Conseiller en Investissement Financier  
Ci-après dénommé le Mandataire, d'autre part

Il a été arrêté ce qui suit :

Par les présentes, le Mandant donne mandat au Mandataire afin de rechercher pour son compte et de lui proposer avant le 31 décembre de l'année suivante des projets d'investissements lui permettant de réduire son impôt sur le revenu et / ou son impôt de solidarité sur la fortune.

Le Mandataire précise que les affaires proposées sont strictement confidentielles et que l'information qu'il remettra au Mandant n'a pas pour vocation à être diffusée auprès de tiers.

Le présent mandat est consenti jusqu'à la réalisation ou la dénonciation sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, laquelle résiliation interviendrait sans indemnités sauf dol ou faute lourde.

Fait à  
Le

En deux exemplaires sont un remis au Mandat qui le reconnaît.

### **Le Mandant**

Signature précédée de « Bon pour mandat »

### **Le Mandataire**

Signature précédée de  
« Bon pour acceptation du mandat »